

# LE BICEPS

N°1, Juillet 2020



## Le BICEPS

Le **B**ulletin d'**I**nformations **C**entre d'**E**mancipation **P**olitique et **S**yndicale  
**G**  
**T**

Le BICEPS numéro 1 est déjà arrivé !!  
**TROP FORT ?  
NON ?**

**Un journal MUSCLÉ qui a du PUNCH**

La CAMIEG : **Excédents CAMIEG, gagner l'amélioration des prestations !**

Cliquer pour [Signer la pétition](#)



**Nous refusons que la solidarité nationale soit financée exclusivement par les salariés, elle ne doit pas se traduire par un "hold-up" sur les excédents CAMIEG, dont l'objet social est la couverture santé des électriciens et gaziers.**



La CAMIEG, notre "sécu" des IEG, présente des excédents cumulés à hauteur de 408 M€ à fin 2019 (126 M€ sur la section des actifs et 282 M€ sur la section des inactifs).

La CGT dénonce depuis longtemps cette situation et l'attentisme des gouvernements successifs dans cette affaire. Nous avons pourtant soumis aux différents partenaires, à de nombreuses reprises, des propositions alliant améliorations des prestations et baisses de cotisations.



Des échos de la Direction de la Sécurité Sociale présentent une baisse de cotisation en 2021 et 2022 d'environ 25 % pour les **actifs (soit 17,75 €/mois pour un salaire moyen dans les IEG)** et 5 % les années suivantes, de 2023 à 2035 (**soit 12,00 €/mois**).

Pour les **pensionnés**, la baisse attendue est de 17 %, soit **11,00 €/mois** pour une pension moyenne dès 2021.

Les améliorations en optique atteindraient **4,9 M€ par an dès 2021, 1,5 M€ pour les actifs et 3,4 M€ pour les pensionnés**

Rappelons que **SEULE la CGT** avait présenté au Conseil d'Administration de la CAMIEG le 10 juillet 2019, des propositions chiffrées d'améliorations de prestations (optique, prothèses dentaires, etc.).

La Direction de la Sécurité Sociale va recommander au gouvernement, au motif de la solidarité nationale, de **s'accaparer 180 M€ sur nos excédents !** 40 M€ sur le compte des actifs et 140 M€ sur le compte des inactifs.

**Ce n'est ni plus ni moins qu'une taxe, infligée à une corporation !**

Ce nouvel impôt "sur mesure" pour les électriciens et gaziers va contribuer, comme toujours, à exonérer les actionnaires et les revenus financiers de contribuer à la solidarité nationale.

Si le gouvernement donnait suite à cette exigence démesurée, cela reviendrait à "faire les poches" des salariés à hauteur de **300 € par assuré et de 850 € pour les pensionnés**.

Depuis des mois, TOUTES les fédérations syndicales de la branche avaient annoncé qu'elles refuseraient un nouveau prélèvement, comme en 2014 (176 M€).

**Ensemble, menons la lutte pour nous opposer à ce nouveau racket !**

La CGT propose d'interpeller, partout en France, les députés et les préfetures en amont du vote de la Loi Pour Le Financement de la Sécurité Sociale qui statuera sur ces mesures.

## Ségur de la Santé ?

Textes issus de tracts et publications CGT

**D'où vient l'expression Ségur de la santé ?**

Cette expression tire son nom de l'avenue de Ségur, à Paris, où se situe l'un des ensembles de bâtiments du ministère des Solidarités et de la Santé. L'expression est construite sur le modèle d'autres expressions fabriquées à partir du mot Grenelle.

Le Ségur de la santé : une grande concertation !

Les grandes annonces médiatiques dans le domaine de la santé se succèdent depuis des années. Pourtant, malgré les mobilisations, les actes concrets pour améliorer l'accès aux soins et les conditions de travail des personnels de santé se font toujours attendre.

Des professionnels mal payés, des conditions d'exercice dégradées, un accès aux soins inégalitaires, de réformes en réformes, la situation ne cesse de se dégrader.

La crise que nous vivons ces dernières semaines a mis en lumière la nécessité de revoir en profondeur un système ébranlé par des années d'austérité et de se préoccuper de la santé de nos soignants.

Annoncé par le président de la République, lundi 25 mai, le Premier ministre, suivi du ministre de la Santé ont lancé le Ségur de la santé ! Une nouvelle grande « concertation » qui a réuni 300 acteurs de la santé et autres, avec des promesses d'un changement radical mais qui a recueilli un grand scepticisme de la part des professionnels. La place, dans ces pseudo-concertations, des organisations syndicales représentatives des personnels est d'ailleurs volontairement minimisée par le gouvernement.

Enfin, au programme de ces mesures : on ne change pas de cap, on accélère le rythme !



Nicole NOTAT au pilotage du SEGUR:



Comment ne pas avoir quelques doutes quand le ministre de la Santé confie à l'ancienne secrétaire générale de la CFDT la coordination de cette concertation ? On peut y voir deux signes : d'abord la promotion d'un interlocuteur syndical privilégié, ce qui dans le contexte de forte mobilisation sociale qu'on a connu depuis plus d'un an dans ce secteur de la santé n'est pas neutre.

Ensuite, c'est le choix d'une personnalité qui a validé, en 1995, le plan Juppé qui – faut-il le rappeler – a institué le fameux Objectif national des dépenses d'assurance maladie adopté lors du vote du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) chaque année. Un instrument qui, sous tous les gouvernements depuis, a permis d'asphyxier financièrement l'hôpital en déconnectant l'évolution de son financement de l'évolution des besoins de la population.

## Individualisme



**Un questionnement qui traverse la société mais aussi la CGT.**

*Voir P3*

Ségur de la Santé



« Je suis toujours stupéfait de voir l'opinion publique s'offusquer des risques liés au nucléaire alors que, dans l'indifférence générale, des chercheurs manipulent au quotidien des **micro-organismes susceptibles** de décimer la planète entière. » - David S. Khara

## C'est quoi le PPE?

Textes issus de rapports d'actualités CGT

Le PPE : Programme Progressiste de l'Énergie



Les attaques et réformes s'enchaînent dans les services publics de l'énergie, pilotées par les directions d'EDF et ENGIE soumises aux directives de l'Élysée. Leurs certitudes ont été bousculées par les mobilisations des salariés et la prise de conscience des citoyens qui paient lourdement la note de ces choix politiques.

Dans ce contexte, la FNME CGT vous propose de mettre au cœur des débats les exigences du service public et d'y associer, en plus des agents, les élus et usagers particuliers et industriels.

Pour la FNME CGT, l'électricité et le gaz sont des biens de première nécessité indispensables pour vivre dignement et sont également des éléments majeurs de lutte contre le réchauffement climatique.

Notre échéancier militant pour la campagne de communication est :

**a. Pendant la phase de confinement, nous devons :**

- Moment 1 : diffuser sur les réseaux sociaux le livret PPE FNME CGT ; diffuser sur le site grand public/intranet ; diffuser via les mails DSC/DS permanent jusqu'à l'été.
- Moment 2 (mi-mai) : Dès que le film d'animation est disponible, le diffuser sur les réseaux sociaux, sites CGT grand public et intranet, diffusion par mail.

**b. Pendant la phase déconfinement (date mouvante en fonction des évolutions)**

- Septembre 2020 : Impression de 300.000 livrets et stratégie de diffusion vers les citoyens élus et vers le grand public (modèle diffusion 100% public).
- Septembre 2020 : Conférence de Presse sur notre Programme Progressiste de l'Énergie.
- Septembre 2020 : Campagne d'affichage.

**4 AXES POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL :**

- 1 Une sortie du marché pour un service public avec pour mission centrale la lutte contre le réchauffement climatique.
- 2 Un tarif unique et basé sur les besoins.
- 3 Une fiscalité de l'énergie plus juste.
- 4 Une solidarité renforcée et un droit fondamental d'accès à l'énergie.

**ENSEMBLE, LANÇONS LE PROGRAMME PROGRESSISTE DE L'ÉNERGIE**



La page 8 du PPE

## Un enjeu syndical ?

Le livret est toujours prêt à être imprimé. Sa mise en ligne a rapidement montré les limites de l'impact médiatique, tant il a été peu relayé, et notamment par nos organisations. Sommes-nous toujours capables d'à minima relayer par courriel les messages ?

Cette revendication correspond-elle aux besoins des syndicats ? Sachez que le film d'animation d'une durée de 4 minutes est terminé et est visible sur le site FNME CGT grand public :

**Vidéo disponible sur le site Grand Public - Cliquez-ici**

# Les primes

Beaucoup d'organisations syndicales revendiquent des primes. Cela arrive également que certains syndicats CGT luttent pour des primes. Quels sont nos repères ?

**Consulter la fiche revendicative n° 14 : Salaire et qualifications**

Pour chacun des grands niveaux de qualification tels que définis ci-dessus, le salaire de base minimum garanti devrait être :



*A méditer : La plupart des salariés pendant la période de confinement ont vu s'effondrer leurs revenus en perdant leurs primes.*

- non diplômé : le SMIC (2) ;
- niveau BEP / CAP : 1,2 fois le SMIC, soit 2 160 € brut ;
- niveau Bac (général, professionnel ou technologique) : 1,4 fois le SMIC, soit 2 520 € brut ;
- niveau BTS / DUT (BAC +2) : 1,6 fois le SMIC, soit 2 880 € brut ;
- niveau Licence LMD / licence professionnelle (BAC +3) : 1,8 fois le SMIC, soit 3 240 € brut ;
- niveau Master (BAC + 5) : 2 fois le SMIC, soit 3 600 € brut ;
- niveau Doctorat (BAC +8) : 2,3 fois le SMIC soit 4 140 € brut.

**Il n'existe pas de repères revendicatifs sur la question des primes** car la CGT lutte pour la qualification de la, du salarié-e qui doit être reconnue et rémunérée.

Même sans diplôme, après un an de travail au maximum, le salarié est considéré comme qualifié.

La qualification peut être acquise et doit être reconnue dans l'emploi comme dans le salaire :

- par l'obtention d'un diplôme professionnel ;
- par l'expérience dans un emploi équivalent à un niveau de diplôme ;
- par la validation des acquis ;
- par la formation continue.

La CGT rappelle que les cotisations sociales sont des prélèvements sur la valeur ajoutée, ou l'excédent brut d'exploitation, assis sur les salaires. Les cotisations font partie de la répartition opérée sur la richesse nationale créée au cours de l'année, ou PIB.

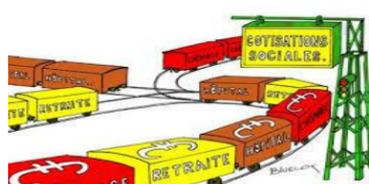
Elles sont calculées sur la base des salaires. Elles constituent le salaire indirect ou socialisé des salariés et sont associées au financement des prestations sociales.

Les cotisants bénéficient d'une couverture partielle ou totale de frais divers, engendrés par l'un des grands « risques » que sont le chômage, la vieillesse, la famille, la maladie et les accidents du travail et maladies professionnelles.

Cette contrepartie peut être immédiate (risque immédiat), ou différée : le salarié touche une pension à l'âge de la retraite.

Ce système repose sur un principe de solidarité :

Une partie des salariés payent plus qu'ils ne reçoivent ou qu'ils ne recevront, par exemple s'ils ne connaissent aucun ennui de santé ou aucune période de chômage, si la durée de leur espérance de vie à la retraite est plus faible que la moyenne...



## LA SEMANTIQUE

### Cotisations sociales ou charges patronales

Rédigé par LK

Les cotisations sociales peuvent être perçues comme une charge sociale par les entreprises. Les organisations patronales militent généralement pour la réduction du montant de ces cotisations tandis que les organisations syndicales

militent généralement pour leur augmentation. Lorsque les salariés, après avoir revendiqué et lutté, obtiennent des augmentations de salaires, ils gagnent également l'amélioration de la protection sociale.

## Définition de l'individualisme

Nom masculin :

1. Théorie ou tendance qui privilégie la valeur et les droits de l'individu par rapport à ceux de la société.
2. Indépendance d'esprit, absence de conformisme



Extrait du blog « réussite personnelle » Extrait de l'article rédigé par Adrien

Nous sommes tous des individus, membres d'une famille, de groupes, d'une ou de plusieurs nations.

Il n'est pas question de le nier, juste de trouver un juste milieu, de ne pas oublier les gens qui nous entourent et vivre égoïstement sous prétexte que notre épanouissement personnel doit passer avant tout, mais de ne pas non plus s'oublier, s'empêcher d'exister, renoncer à penser par soi-même pour ne jouer qu'un rôle social prédéfini et normé.

Il existe des sociétés plus individualistes, d'autres plus claniques ou qui ont un fonctionnement communautaire ou familial.

### « Que pensent les militants ? »

Par LK

Nous avons une fâcheuse tendance à trouver une raison logique à nos problèmes de vie syndicale.

L'individualisme devient le bouc-émissaire de nos maux et obère la profondeur de notre réflexion.

Il ne faut pas avoir une approche manichéenne concernant l'individualisme.

Il n'y a pas de modèle de société idéal.

L'essentiel est surtout de vivre dans une société harmonieuse et dans laquelle chacun peut trouver sa place, que cela passe par le rôle que l'on joue dans sa famille ou sa communauté, par l'expression et la revendication de son originalité ou par l'accomplissement personnel et individuel, dans le milieu professionnel par exemple.

Contrairement à ce que l'on peut penser, l'individualisme n'empêche pas la solidarité.

Considérer l'individu comme supérieur à toute autre considération est au contraire souvent un moteur pour venir en aide à son prochain.

## L'individualisme

Rédigé par LK

### Vice ou vertu ?



MOI, MOI et MOI

Il faut prendre le temps de réfléchir en profondeur à cette question. Nous sommes pétris de certitudes et nous oublions régulièrement de nous questionner en n'occultant aucun argument.

La CGT est-elle un collectif d'individualistes ?

Les statuts de la CGT stipulent que le syndicalisme est né de la double volonté des salariés de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société.

### Qu'en pensez-vous ?



L'individualisme est une expression récente qu'une idée nouvelle a fait naître. Nos pères ne connaissaient que l'égoïsme. - Alexis de Tocqueville

## La réforme des retraites.

Article de l'express Nathalie Samson, publié le 16/06/2020

### Le retour de la réforme des retraites

Après un arrêt brutal du projet le 29 février dernier, Emmanuel Macron pourrait relancer la "mère des réformes", sous une forme moins ambitieuse.

L'oraison funèbre a sans doute été prononcée trop tôt.

Beaucoup la pensaient enterrée, mais depuis quelques jours une petite musique refait doucement surface, des petites notes distillées ici ou là dans les médias, en même temps que la France se déconfiné :

Emmanuel Macron n'aurait pas abandonné la réforme des retraites. Une surprise ? Pas vraiment. Le président n'a jamais dit en effet qu'il renonçait à "la mère des réformes", mais qu'il la suspendait. Le projet s'est dès lors arrêté brutalement, sur un 49.3, à l'Assemblée nationale, le 29 février dernier. "Je n'ai jamais cru à son abandon par défaut comme certains ont eu l'air de l'espérer, confie un proche du dossier.

C'était un gros marqueur de son quinquennat. S'il la laisse en l'état, il n'en tire aucun bénéfice politique." Même si le haut-commissaire à la réforme, Laurent Pietraszewski, a été appelé en renfort rue de Grenelle, pour travailler sur la santé des salariés, ses équipes ont continué à plancher sur le sujet.

Bonne lecture



[Une des conséquences pour les salariés de l'augmentation incessante des dividendes versés aux actionnaires](#)



« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » Bertolt Brecht